

“L'accord entérine le putsch de Kabila”

RDCongo La mobilisation continue pour les mouvements citoyens congolais.

L'accord de la Saint-Sylvestre entre l'opposition et la majorité en République démocratique du Congo est loin de faire l'unanimité; parmi les plus critiques, les mouvements citoyens congolais qui exigeaient le respect inconditionnel de la Constitution et donc le départ du président Joseph Kabila au 19 décembre, date de la fin de son second et dernier mandat.

Floribert Anzuluni, le coordinateur de Filimbi et du Front citoyen 2016, ne cache pas son scepticisme à la lecture de cet accord de partage du pouvoir en RDC. Accord qui doit amener le pays vers des élections crédibles et apaisées en décembre 2017.

“Je tiens d'abord à féliciter sincèrement la Cenco (Conférence épiscopale nationale du Congo) pour son engagement en faveur de la paix”, lance Floribert Anzuluni en préambule. Mais lorsque l'on aborde le fond de l'accord, la lecture se fait plus critique, beaucoup plus critique. “Cet accord me laisse très perplexe. Je suis déçu et triste pour mon pays. La classe politique congolaise, toutes tendances confondues, a pris le peuple en otage. Il avalise le

putsch constitutionnel de Monsieur Kabila. Cet accord porte en lui le maintien au pouvoir de Kabila.” Floribert Anzuluni explique cette lecture par le fait que le “président illégitime depuis le 20 décembre dernier” conserve tous ses pouvoirs. “Il est surréaliste de voir que c'est lui qui nomme encore le Premier ministre. Les négociateurs ont accepté cette donne. C'est impensable.”

Son nom se trouve dans l'accord

Le nom de Floribert Anzuluni est pourtant inscrit dans le texte de l'accord. En effet, avec six autres opposants (emprisonnés ou en exil), son nom était sur la liste qui a occupé longuement la commission “décrispation”. Cette commission étudiait notamment le “dossier” Moïse Katumbi, ex-gouverneur du Katanga devenu la bête noire de Joseph Kabila depuis qu'il a annoncé qu'il se portait candidat à la prochaine présidentielle. “Le fait que mon cas ait été examiné et qu'ils ont décidé de stopper les poursuites prouve surtout que ces poursuites étaient illégales et injustes, non seulement envers moi mais envers toute une génération. Des centaines de jeunes restent aujourd'hui en prison pour leurs idées. Pour moi, cette décision ne change rien. Je considérerais que les poursuites avaient déjà disparu parce que le régime qui les a décidées n'existe plus depuis le 20 décembre.”

Avec de telles critiques, on comprend

que le mouvement Filimbi et le Front citoyen n'entendent pas rentrer dans les rangs. “Absolument. Aujourd'hui, cet accord crée le trouble dans les esprits des Congolais. Il démobilise la population du combat contre le maintien au pouvoir de Joseph Kabila. Mais nous n'abdiquerons pas. Nous allons continuer à manifester pacifiquement notre désaccord. Nous allons retourner vers la population pour lui expliquer ce qui se passe et, de toute façon, les actes des signataires de cet accord nous donneront rapidement

raison. Certains nous ont accusés de rouler pour certaines formations ou certains acteurs politiques de l'opposition. Aujourd'hui, on va pouvoir démontrer que c'était faux. Notre combat se poursuit et se poursuivra par tous les moyens pacifiques possibles jusqu'au départ de Kabila. Nous continuerons nos manifestations, nos sit-in. Pendant que ces négociations se déroulaient à la Cenco, ce pouvoir a continué à arrêter des dizaines de Congolais, d'arrêter des députés comme Frank Diongo ou de lever les immunités dans le cas de Kyungu. On ne peut rien espérer de ce monsieur. Il doit quitter le pouvoir, c'est la seule issue qui peut amener une paix durable dans notre Congo.”

Hubert Leclercq